N° 3678 — 12e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 3 Mars 1900

L'ÉCHO DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10

Téléphone

SUPPLÉMENT GRATUIT

à réclamer demain à nos vendeurs

SOMMAIRE :

Causerie du Dimanche, par E. Lagrillière-Beauclerc. — NOS POÈTES : *Canal du Nord*, par Achille Ségard. — *Bonaparte et les Chouans*. — LES AUTEURS GAIS : *Le Pêcheur dévonnaire*, par Georges Courteline. — PAGES D'ANTAN : *La Tolérance*, par George Sand. — *La Pantin du Vieillard* (nouvelle), par Jean Aicard. — CHRONIQUE SCIENTIFIQUE : *L'Influenza*, par Georges Vitoux. — *Souvenir de Berlin*, par Pierre Loti. — ÉGLISE ET MONARCHIE : *Les Couvents*. — LA CHANSON POPULAIRE : *La Sœur des Rustiques*, par Edouard Pouvier. — LE JOURNAL DE MADAME. — RECREATIONS : *Charade — Logogriphe — Solutions des derniers problèmes*. — JEU DE DAMES.

***

NOS FEUILLETONS : *Trente ans ou la Vie d'un Joueur*, par Henry Hizard. — *Le Scorpion*, par Marcel Prévost.

Loyauté politique

Il y a longtemps que la *Dépêche* n'avait arrié à la tyrannie radicale et agité l'épouvantail de la franc-maçonnerie. Autrefois, n'étaient les « tyrannceaux opportunistes » qui excitaient les alarmes feintes ou réelles de notre confrère. Mais, ceux-ci n'ont plus, paraît-il, le don de l'émouvoir, car il ne nous parle, maintenant, que de la tyrannie radicale. L'une a, comme par enchantement, remplacé l'autre.

Un incident parlementaire dont nous avons dit hier quelques mots a fourni à la *Dépêche* une nouvelle occasion d'exécuter ses habituelles variations.

Il s'agit de la décision prise par la gauche démocratique du Sénat, que préside M. Maxime Lecomte, de se constituer, suivant l'expression consacrée, en groupe fermé.

On peut être partisan ou adversaire du système des groupes au sein de nos assemblées délibérantes. Nous nous rappelons, notamment, que le regretté Guillemin en avait une sainte horreur. Il tenait à rester un « sauvage ».

La sauvagerie parlementaire a ses avantages ; mais, elle a bien aussi ses inconvénients.

Quoi qu'il en soit, tout le monde est d'accord sur ce point : qu'un groupe ne peut avoir d'utilité et exercer une action efficace que s'il est composé de sénateurs ou de députés ayant des opinions et des idées communes, s'inspirant des mêmes principes, poursuivant le même but, la même politique.

Une réunion formée d'éléments hétérogènes serait condamnée à l'impuissance et n'aurait d'autre parti à prendre que de se dissoudre.

Or, les événements qui ont agité notre pays depuis deux ans ont fait ressortir la divergence de vues existant entre quelques membres de la gauche démocratique du Sénat et la majorité de leurs collègues.

Tant qu'il ne s'était agi que de l'affaire Dreyfus, ceux-ci avaient montré la plus grande tolérance vis-à-vis de collègues que l'odieuse campagne de mensonge et d'infamies de la presse immonde pouvait avoir égarés, comme tant d'autres, hélas! parmi les meilleurs républicains. Et puis, c'était là un événement passager, que l'on pouvait considérer comme en dehors de la politique courante, puisqu'il a provoqué des divisions dans tous les partis.

Mais, voici qu'a commencé la campagne nationaliste ; voici que les vieux débris du boulangisme, les Déroulède, les Buffenoir, les Georges Thiébaut, les Millevoye, les Arthur Meyer, renforcés de l'antisémite Drumont, et du renégat Méline, ont tenté de donner de nouveau l'assaut aux institutions démocratiques et à notre régime de liberté.

Ici, il n'y avait plus de tergiversations possibles. Il fallait prendre parti d'un côté ou de l'autre, rallier le gros de l'armée républicaine, selon l'expression de M. Jaurès, ou s'en séparer.

Quelques sénateurs n'ont pas suivi cette conduite franche et loyale. Ils ont prétendu pouvoir « flirter » plus ou moins ouvertement avec les nationalistes, tout en continuant de figurer à la gauche démocratique du Sénat.

Ce double jeu ne pouvait durer sans nuire gravement à la vigoureuse action de ce groupe républicain, le plus nombreux de la Haute Assemblée, contre la coalition néo-boulangiste.

Ses membres ont donc décidé de rédiger un programme représentant leurs idées communes, et auquel les sénateurs désirant faire partie du groupe seraient obligés d'adhérer.

Rien de plus simple et de plus normal. C'est ce qui se faisait dans tous les cercles, dans tous les comités, dans tous les groupements de citoyens ; c'est ce qui existe même dans les sociétés étrangères à la politique, où l'on vous impose l'adhésion à un règlement ou à des statuts.

Il n'en faut pas davantage, cependant, à la *Dépêche*, pour emboucher sa trompette des grands jours et dénoncer bruyamment la « tyrannie radicale. »

Et, afin d'augmenter encore l'épouvante des lecteurs cléricaux, notre confrère sort de son magasin d'accessoires le bon spectre maçonnique.

Ce sont ces abominables « frères Trois-Points » qui, à n'en point douter, ont ordonné cette « main-mise sur les volontés et les consciences », ce sont eux qui veulent « ressusciter la féodalité » — le mot y est) — en prétendant que des sénateurs républicains ont le droit de se réunir entre eux, sans l'intrusion de nationalistes déclarés ou honteux.

Et la *Dépêche* d'ajouter que les « lettres de démission pleuvent sur le castel (!) de M. Maxime Lecomte, avenue de Châtillon, principauté du Petit Montrouge. »

Petite pluie, en vérité, car elle consiste juste en quatre lettres. Sur plus de cent membres que compte le groupe, c'est maigre. Arrivera-t-on seulement à la demi-douzaine ?

Mais, le nombre des démissions eût-il dû s'élever davantage, que la gauche démocratique ne dévierait pas reculer devant une décision qui s'imposait.

La *Dépêche* reproduit précisément, en l'approuvant, un article de la *République Française* qui est la meilleure justification de la mesure adoptée par les républicains du Sénat.

« Est il besoin de dire — écrit le rédacteur de M. Méline — que cette coupure est le fait le plus heureux pour l'avenir de la République elle-même, puisqu'elle met nettement chacun à sa place, de chaque côté du fossé qui sépare les socialistes et les révolutionnaires des vrais républicains ? Plus ce classement se précisera, mieux cela vaudra, car il détruira sans retour l'équivoque sur laquelle ont vécu jusqu'ici les prétendus défenseurs de la République. »

Eh bien, alors, de quoi vous plaignez-vous ? Puisque vous vous réjouissez si fort de la « coupure », pourquoi tant de tapage et de gros mots, pourquoi cette exhibition du spectre maçonnique et cette évocation terrifiante du régime féodal ?

Il va sans dire que dans le classement opéré par la *République Française*, les « vrais républicains » sont du côté du fossé où ne trouvent les Déroulède et les Drumont, les Lazies et les Rochefort, les Méline et les de Mun, les Quesnay de Beaurepaire et les Paul de Cassagnac, et bien entendu, dans le Nord, les amis de la *Dépêche*, de l'*Echo* et de la *Croix*.

De l'autre côté, il n'y a que les socialistes et les révolutionnaires, parmi lesquels M. Loubet, président de la République ; M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil ; MM. Leygues, Decoin, Delcassé, Caillaux, M. Fallières, président du Sénat, et aussi, dans notre région, ces modérés passés à la révolution : les Jonnart et les Fanien.

Ne nous arrêtons pas à ces fantaisies d'un journal acquis depuis longtemps à la réaction. De son appréciation, nous ne retenons que cette phrase qui fait, à elle seule, justice de toutes les déclamations scandaleuses de la *Dépêche* : « L'équivoque est détruite. »

C'est parfaitement juste, et la mesure prise par la gauche démocratique du Sénat n'avait pas d'autre but. C'est une mesure d'honnêteté, de loyauté politique, et, pour être d'accord avec elles-mêmes, la *République Française* et la *Dépêche* devraient lui adresser des félicitations.

Georges ROBERT.

PATRONAGES LAIQUES

Le *Radical* nous donne, pour le département de l'Aude, une statistique très intéressante des œuvres postscolaires.

Ce département comptait 8 patronages en 1896 97, 127 en 1897 98, 180 en 1898 99. Et cette année il y en a déjà 224.

Ils sont répartis en six types principaux : associations amicales d'anciens élèves ; réunion du dimanche pour les jeunes filles ; sociétés de lecture et musicales ; société contre l'alcoolisme ; sociétés de secours mutuels et d'épargne ; de gymnastique et de tir.

Et notre correspondant ajoute que cette contrée n'est pas celle où le mouvement a pris le plus d'ampleur.

Eu effet, dans toute la France, mais particulièrement dans la région de Paris et dans celle du Nord, nos instituteurs ont fait merveille.

« Comment voulez-vous, disaient les cléricaux au moment de la loi de laïcisation, que des hommes ayant charge de famille, occupées par les mille soucis de la vie, faisant la classe par métier, afin de gagner de l'argent, puissent rivaliser avec nos religieux qui ont renoncé à toutes les joies de ce monde pour se dévouer à l'éducation de la jeunesse ? »

En bien, nos adversaires peuvent en rabattre aujourd'hui. Partout on a vu ces *gens de métier* après leurs dix heures de classe, organiser les conférences, des cours du soir, des cours d'adultes, des cours professionnels, et donner sans compter leur temps et leur travail, le plus souvent et toute gratuité.

Ayant à leur tête des hommes d'énergie tels que M. Edouard Petit, inspecteur général, les membres de l'enseignement primaire, stagiaires, adjoints et titulaires, ont groupé la jeunesse des écoles primaires en d'innombrables petites sociétés d'art, de sport, de prévoyance et d'instruction.

L'enfant, au lieu de vagabonder durant la journée du dimanche ou durant les longs soirs d'hiver, sait maintenant où trouver asile, sans avoir besoin de frapper à la porte des Jésuitières.

C'est une œuvre belle et saine. Félicitons de tout cœur les braves gens qui l'ont entreprise et qui la font triompher.

N'allez pas plus loin !

La lettre si remarquable et si humanine que M. Dron, maire de Tourcoing, vient d'adresser à certains industriels, m'a suggéré quelques réflexions que je vous adresse.

Il est certain que certains bourgeois parvenus ne peuvent plus admettre que l'ouvrier est leur égal ; ces bourgeois se considèrent comme étant riches *de droit divin*. Le clergé qui est toujours du côté des puissants, qui a été du côté des nobles contre les serfs et qui est aujourd'hui du côté des millionnaires contre l'ouvrier, entretient, moyennant rétributions suffisantes, ces illusions dans l'esprit de ces capitalistes. Pourquoi cette bourgeoisie voltairienne est elle devenue croyante du jour au lendemain ? Elle ne croit pas plus aujourd'hui qu'hier, mais au fut et à mesure qu'elle s'enrichissait elle a saisi l'intérêt qu'il y avait pour elle à croire, et elle s'est jetée dans les bras de l'Eglise pour « *assurer ses rentes* ».

L'Eglise ne pouvait refuser la bonne aubaine, et elle a prêché aux pauvres la soumission pour ne pas troubler la digestion des riches.

On a parlé de noblesse de serf. Avant la Révolution, le paysan était à peu près ce qu'est aujourd'hui le bœuf à la charrue ; il était la chose du seigneur, du noble ; il ne possédait aucun droit, aucune liberté, aucune garantie. La Révolution en a fait un homme libre ; elle lui a donné de plus un instrument de vie : la terre. Même quand la terre ne lui appartient pas, le fruit de son travail lui est garanti par certaines règles.

Rien d'étonnant que, suivant la loi immuable du Progrès, l'ouvrier cherche à son tour, sinon la libre possession de son instrument de travail du moins certaines garanties contre la toute puissance patronale.

Il est indiscutable que, du moins dans la grande industrie, la part revenant au capital est trop grande par rapport à celle accordée au travail. Non seulement les salaires sont insuffisants, aléatoires, mais encore les travailleurs, qui sont les plus sûrs artisans de la richesse nationale et de la prospérité du pays, ne sont pas garantis, comme ils devraient l'être, contre les risques du chômage, contre la vieillesse. Les travailleurs sont des citoyens qui donnent le maximum d'efforts à la société et ils ne parviennent le plus souvent qu'à s'assurer le strict nécessaire, plutôt moins que plus, tandis qu'ils assurent à ceux qui les emploient non seulement le nécessaire mais encore le bien-être, un large superflu. Cela sous le prétexte que le capital est tout. En réalité, *le capital n'est rien*, s'il n'est pas fécondé, vivifié par le travail. Sans le travail, l'or est un métal qui n'a aucune valeur.

Donc, sans le travail, le capital n'existe pas. Le grand patron remplit une véritable fonction sociale, et il est mauvais de dire qu'il n'est lié à la société par aucun devoir, car la société le *protège par ses lois* ; elle lui garantit le *travail de son capital*.

Il est donc naturel que, protégeant l'une des parties, la plus puissante, la société protège également l'autre partie, la plus faible, la plus intéressante puisqu'elle est le nombre et, en partant de ce point, éminemment social : *que le superflu du uns ne doit pas être fait de la misère de mille*.

Toute société constituée doit être soumise à certaines règles pour ne pas être dans l'état anarchique ; chaque rouage qui la compose doit suivre un mouvement prévu mathématiquement. Or, le travail, qui est le principe vital de toute société, n'est soumis à aucune règle précise, à aucune loi fondamentale ; rien n'est prévu et tout est laissé, tant pour la production que pour la consommation, à la force aveugle et stupide des événements, et à la seule volonté, au caprice des employeurs.

C'est ce qu'on a appelé la liberté du travail, et qui devrait s'appeler la liberté de l'exploitation de l'activité humaine, la liberté de l'esclavage !

Conclusion : Comme me disait dernièrement un bon nationaliste : « Nous avons l'Eglise ; nous cherchons un général qui fera entrer toute cette canaille dans le rang ; après nous pourrons régler. Nous aurons *la revanche du million* ».

Je répondis : « N'allez pas plus loin : la roupe est pleine. Prenez garde à la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Souvenez-vous de 1789 et de 1793. »

NESTOR.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

LA GUERRE ENTRE L'ANGLETERRE ET LE TRANSVAAL

La guerre de M. Rhodes

Depuis quatre mois, le monde était débarrassé de sir Cecil Rhodes : isolé dans sa ville de diamants, réduit à l'inaction et au silence, Cecil Rhodes était comme s'il n'était plus. Il rentrait, il a retrouvé la parole et il vomit sur l'Europe ses flots de fiel qu'il était obligé de ravaler depuis l'investissement de Kimberley. Les protestations du monde civilisé en faveur des droits du peuple boer sont qualifiées par lui de « misérables bêtises sur la priorité d'occupation ! »

Voilà un bon mot de voleur. Le droit du premier occupant, celui qui a défriché la terre, qui l'a faite à son image et qui s'est fait lui-même à l'image de sa terre, ce mariage sacré de la nature et de l'homme : « misérable bêtise », dit M. Rhodes. Qui sait le bel usage que l'histoire fera un jour de ce mot contre les Anglais et l'Angleterre ?

Cette guerre anglaise a tout à fait le caractère — qui l'aurait cru ? — d'une guerre dynastique : c'est la propre guerre de M. Rhodes et de M. Chamberlain, de M. Rhodes surtout, qui a rêvé l'empire de l'Afrique par les plus étonnants prodiges de la spéculation et du chantage. Madame Juliette Adam montre très bien cela, dans ses « L'ettres sur la politique extérieure », toujours si pénétrantes, qu'elle donne à la *Nouvelle Revue*. « Sir Cecil Rhodes s'est jeté dans Kimberley pour que cette guerre fut plus encore sa guerre, pour que les Anglais vainqueurs l'eussent à leur tête, ou qu'assiégé sa déliverance fut leur unique objectif... Le général Buller, le général Methuen, sont ses victimes ; c'est vers lui qu'ils allaient, pour lui seul qu'ils ont accumulé les défaites... Sauvé, qui le Napoléon du Cap va-t-il perdre ? Coûte que coûte, il veut gouverner l'Afrique. Nous le verrons s'opposer à tout effort de la paix, à toute proposition d'arbitrage. Périsse l'Angleterre, plutôt que l'empire africain qu'il a rêvé d'édifier sur une boue de sang et de ruines ! »

Invraisemblable ironie : avoir fondé le gouvernement parlementaire et faire servir le Parlement et les Communes aux spéculations d'une guerre dynastique ! — non pas même pour la dynastie régnante, mais pour une dynastie d'agioteurs, devenus les vrais souverains de l'Angleterre.

H. D.

La guerre commence

Toutes les vaillantes troupes républicaines se sont replées partout pour couvrir les toutes de Bloemfontein et de Pretoria. Il faut considérer que les Anglais ont repris possession des territoires du Natal et du nord-ouest de la colonie du Cap où les Boers s'étaient avancés et s'étaient maintenus depuis quatre ou cinq mois pour protéger les contrefforts de leur pays.

Après cette première phase de la guerre, défensive des Boers, nous allons assister à la seconde phase de la défense, — la défense proprement dite sur le sol même de la patrie et dans les champs de la famille.

La vraie force des Boers est ici ; et c'est maintenant, — à moins que de puissantes interventions ne viennent assurer l'indépendance et la paix des deux républiques ; c'est maintenant que va commencer la vraie guerre du Transvaal.

H. D.

Lord Dundonald

Lord Dundonald, l'heureux général qui est entré le premier à Ladysmith à la tête d'une brigade de cavalerie est né en 1853. C'est le petit fils du célèbre amiral Cochrane, qui commandait une escadre du temps de Napoléon Ier. Lord Dundonald est compagnon de l'ordre du Bain.

Il ne s'est pas fait seulement remarquer par ses qualités militaires comme inventeur, il jouit d'une certaine réputation en Angleterre.

Parmi ses plus récentes inventions, il faut citer particulièrement un affût léger qui rend de sérieux services dans les pays montagneux. L'affût en question est, d'ailleurs, en usage dans l'armée anglaise au Natal.

Lord Dundonald est aussi l'inventeur de l'*Intra*, une chaufferette portative, de très petites dimensions, qu'il suffit de placer dans une de ses poches pour être à même de jouir, paraît-il, d'une douce chaleur !

Lord Dundonald est également connu pour ses connaissances astronomiques. Lors de la catastrophe de Khartoum, elles lui furent d'une grande utilité ; il réussit, en observant les astres, à trouver son chemin à travers le désert, en compagnie de quelques soldats qui avaient échappé au massacre.

Par l'ouverture des hostilités sud-africaines, lord Dundonald, qui venait de faire la campagne soudanaise sous les ordres de lord Kitchener, demanda à partir pour le théâtre de la guerre ; il est un des meilleurs automates de sir Redvers Buller.

Les pertes anglaises à Ladysmith

Londres, 2 mars. — De source officielle, les pertes anglaises dans la journée du 27 février à Ladysmith sont de : 6 officiers tués et 20 officiers blessés dont le général Barton.

Ladysmith, 2 mars. — Au début du siège, il y avait 12,000 combattants et 6,000 civils enfermés dans la ville.

Dix mille combattants passèrent par les hôpitaux.

Les pertes anglaises depuis l'investissement sont d'après des chiffres officiels :

21 officiers et 235 hommes tués ; 6 officiers et 340 hommes morts de maladie ; 70 officiers et 520 hommes blessés.

Ces chiffres ne s'appliquent, on le voit, qu'à l'élement militaire ; les pertes, dans la population civile, ne sont non plus exactement connues, mais elles sont très élevées.

Arrivée de secours médicaux

Londres, 2 mars.

Officiel. — Le général Buller informe que : Quartier général de Naithorne, 2 mars,

Soixante-treize wagons, dont onze remplis de médicaments, entrent en ce moment à Ladysmith.

Le sort de Kronje

Londres, 2 mars. — A la Chambre des Communes, M. W. Redmond demande à poser une question à sujet du général Kronje.

M. W. Redmond. — Le gouvernement de Sa Majesté a-t-il envoyé des instructions pour que le général Kronje et sa famille soient bien traités ? Le général Kronje va-t-il être emprisonné ?

M. Powell Williams, *secrétaire financier du War Office.* — Non, monsieur, le gouvernement n'a pas envoyé d'instructions, parce que c'est là un fait qui relève entièrement du commandant en chef. Mais nous croyons savoir que le général Kronje et sa famille seront envoyés à bord du vaisseau-amiral qui commande la flotte au Cap.

Le voyage de Kronje

Londres, 2 mars. — On télégraphie de Modder River au *Daily Telegraph* que le général Kronje, accompagné de sa femme, est arrivé dans cette ville le 26 février ; il était escorté de cinquante volontaires de la Cité.

Le général Kronje a déjeuné avec sa femme à l'hôtel de la localité, puis a été embarqué dans un train spécial à destination du Cap. A ce moment, une scène imposante s'est produite ; une garde d'honneur, composée de l'artillerie royale et du regiment de North-Lancashire, a présenté les armes, pendant que les clairons sonnaient au champ.

Le général Kronje et sa femme sont passés à travers les rangs dans un silence mercredi à jeudi. On avait pris les plus grandes précautions pour empêcher le public d'apercevoir le général boer.

Les officiers mêmes n'étaient pas autorisés à rester dans la gare, et la salle des rafraîchissements du chemin de fer avait été fermée quelque temps avant l'arrivée du train.

Le général boer est entré dans le buffet de la gare, en compagnie de sa femme, de son fils, de son interprète, du général Pretyman et de son état-major. Tous se sont assis à la même table.

Pendant quelques minutes, Kronje s'est couvert le visage avec les mains et a prit avant de prendre son repas.

A Paardeberg

Paardeberg, 28 février. — Hier après-midi, les prisonniers boers ont été passés en revue et disposés autant que possible en commandos, les Orangistes séparés des Transvaaliens.

La ration ordinaire des Boers pendant les opérations de la campagne se composait d'une livre et demie de viande fraîche par jour, une livre et demie de café, trois livres de sucre, cinq livres de farine par semaine et par homme.

Hier après-midi, tous les soldats qui n'étaient pas de service ont visité le laager boer et chaque homme a pu emporter les objets qu'il pouvait trouver, tels que casseroles, tasses, habits, etc., après que les objets utiles à l'armée eurent été mis de côté.

Paardeberg 27 février. —Suivant les dernières nouvelles, une forte colonne boer opère à environ dix milles sur la droite anglaise.

A KIMBERLEY

Kimberley, 1er mars. — Lords Roberts et Kitchener sont arrivés ici ce matin. Ils ont été reçus avec enthousiasme. Les membres de la municipalité ont souhaité la bienvenue à lord Roberts, qui a répondu en exprimant sa satisfaction d'avoir pu être utile à la ville, et qu'ayant pu disposer d'un jour, il était venu rendre visite aux habitants de Kimberley, ainsi qu'il l'avait promis à son départ.

Le détachement de Boers a été aperçu hier à Kopdam.

Ils se seraient emparés de la mine Franck Smith, et auraient sérieusement endommagé la machinerie.

Une partie du détachement boer est partie pour Barkly West, et bombarde en ce moment la ville.

La défense de Prétoria

Il est hors de doute que les Boers avaient prévu de longue date que le nombre devait les accabler dans les plaines de l'Etat libre et que en conséquence, c'est au Transvaal même, en pays de montagnes, qu'ils ont préparé leurs éléments de résistance. La mise en état de défense de Prétoria est toute prête.

Le hasard m'a mis hier en présence d'un Anglais qui a travaillé aux fortifications de Pretoria. Son témoignage est significatif. M. William Thomson, qui habite actuellement la ville de Howes, a résidé plusieurs années au Transvaal.

« J'ai mis la main, me dit-il, à la construction des forts et des barricades à Pretoria. L. s plus récents ont été aménagés pour recevoir de l'infanterie, de nombreux canons et une cavalerie importante ; les écuries sont immenses. Les forts ont des élevés d'après des plans très curieux ; chacun d'eux représente une succession de carrés reliés par des passages casemates et formés par des portes d'une telle solidité qu'il faudrait employer la dynamite pour les forcer. Chaque carré est indépendant et la prise de l'un ne détermine nullement la possession du fort voisin.

« Nous avons travaillé ferme à ces ouvrages : leur puissance défensive est effrayante pour l'assaillant. Au début de 1895, quelques mois avant le raid Jameson, de grosses pièces d'artillerie commencèrent à arriver d'Europe. Les envois se sont succédé depuis et on s'est exercé à la manœuvre des canons. Le président Krüger prenait le plus grand intérêt à ces exercices. J'étais habitué à le voir surveiller le feu et un jour il tira ici même un coup de canon. »

Il faut remarquer que ces déclarations émanent d'un Anglais. Elles sont une réponse à cette question posée par un journal de Londres à ses lecteurs : « Quand le drapeau britannique flottera-t-il sur Pretoria ? »

L'ingénieur Léon

Lourenço Marquez, 2 mars. — L'ingénieur Francois Leon est seulement blessé. La blessure qu'il a reçue à la tête est presque cicatrisée. On espère sauver cette jambe et le bras droit. Il arrivera à Pretoria dans quelques jours.

LES EXCÈS DE LA FOULE au Canada

Montréal, 1er mars. — Les manifestations d'enthousiasme soulevées par la nouvelle de la délivrance de Ladysmith ont amené des désordres.

Une bande d'étudiants a attaqué les bureaux d'un journal français, arraché les bulletins d'informations et éclaté les fenêtres, parce que ces bulletins donnaient une plus grande importance aux pertes subies par les Anglais, qu'à la délivrance du général White et parce que le journal s'était permis de ne pas arborer de drapeau, en l'honneur de l'événement.

Les réserves de police ont été appelées, mais elles sont restées impuissantes. Les étudiants ont obligé le propriétaire à arborer des drapeaux.

La populace a envahi l'hôtel de ville, où l'on tardait trop à son gré à hisser le pavillon, et elle l'a arboré de force.

Les écoles, les collèges et les grandes corporations ont pris congé.

LA PRESSE ANGLAISE

Londres, 2 mars. — Le *Daily Telegraph* dit que le soulagement de l'opinion publique est indescriptible. Personne n'exprimait avant-hier les craintes qu'il éprouvait, mais chacun les ressentait. Leur disparition justifie la joie universelle.

Le Daily Mail exprime les mêmes sentiments et parle en termes élogieux du général Buller, ce que font également la plupart des journaux.

Le Morning Post constate cependant que la délivrance de Ladysmith est autant le résultat de la stratégie de Roberts que si c'était lui, au lieu de Dundonald, qui fut entré à Ladysmith.

Les récriminations contre Buller paraissent être oubliées puisque le *Morningleader* lui-même fait l'éloge de ce général.

Un point plus important cependant ce sont les probabilités de la paix et les termes de cette paix.

Le Daily Mail dit ce matin : « Cronje et ses hommes sont vu le drapeau républicain pour la dernière fois. Ils sont maintenant sous le drapeau britannique et ils resteront.

Le Daily Telegraph dit, en effet, que la politique de M. Gladstone ne peut pas être répétée.

Cela paraît être l'opinion de la majorité des journaux. Le *Morning Leader* et le *Daily Chronicle* sont seuls de bonne humeur.

Ce dernier croit que la publication du chiffre de l'effectif de l'armée prouve que le gouvernement prévoit la fin prochaine de la guerre ou qu'il veut passer le souvenir en d'autres mains. Dans un cas comme dans l'autre le pays se réjouira.

La Chambre

Séance du 2 mars

LA SÉANCE

Présidence de **M. Deschanel**, président.

La séance est ouverte à deux heures 20.

L'interpellation **Firmin Faure** sur le traitement de faveur dont jouissent les vins italiens pâtirés est renvoyée après le budget.

Les 28 et les 13 jours en 1900

M. Mass fait depose une proposition de loi tendant à supprimer les 28 et les 13 jours pendant l'année 190

La dignité de la Chambre est engagée par son premier vote. Il faut qu'elle dise si elle a voulu faire simulacre une manifestation patriotique.

Si la Chambre a cru faire une chose utile, elle maintiendra son premier vote. (Bruit).

M. Waldeck-Rousseau demande le renvoi de la proposition à la commission de l'armée afin d'examiner quelles en sont les conséquences.

M Massabuau recte **M. Turgonin**, qui est déclaré par 307 voix contre 58.

L'orateur demande ensuite la discussion immédiate.

Le président du conseil insiste pour le renvoi à la commission de l'armée.

Le renvoi est prononcé par 430 voix contre 55.

INTERPELLATION LASIES sur la Haute Cour

L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de **M. Lasies** sur « les illégalités commises à l'égard des inculpés de la Haute Cour et sur les procédés policiers employés par le gouvernement. »

M. Lasies annonce, en commençant, qu'il ne se départira pas de la modération la plus absolue. (Sourires.)

Lorsqu'un député de l'opposition, dit-il, dépose une demande d'interpellation, il se trouve en butte aux admonestations de ses amis, qui lui reprochent de faire monter le baromètre mini-tériel au beau fixe.

Le rôle de l'opposition ne consiste pas à déloger les uns pour monter-tériel pour y mettre les autres.

Les membres de l'opposition ne doivent pas passer pour des « hommes d'ordre coupés. » (Rires.)

Ce n'est pas la République qui a défendu le cabinet, c'est une coterie républicaine (Très bien ! à droite.)

A ce avoir déclaré à **M. Pourquery de Boisserin**, le 4 juillet, que la République ne courait aucun danger, le président du conseil fit appeler **M. Hennion**, à qui il demanda de lui fabriquer un complot, autorisation faite avec des ronvoites tout autour.

M. Hennion demandait dans les bas fonds policiers et en fouillant les cassettes, un complot existait. Aussitôt, il fallait faire arrêter le principal complice, M. Charles Dupuy. (Mouvements divers.)

Le décret de convocation de la Haute-Cour fut signé avant la constitution du dossier et avant toute instruction.

Dans un remarquable discours M. Monis avait jadis qualifié de roman ces procédés.

Il avait cité des extraits du discours prononcé par M. Monis contre le ministère Bourgeois.

L'orateur critique les actes de M. Bérenger comme président de la commission d'instruction de la Haute-Cour.

M Gouzy. — C'est M. Bérenger qui vous interpelle.

M. le président. — Je ne laisserai pas mettre en cause un membre de l'autre Chambre.

L'orateur n'a le droit de discuter que les actes du gouvernement.

M. Pierre Richard. — Le gouvernement décore les membres de la commission d'instruction.

M. Lasies. — M. le président du Conseil vient commencer les agressions du pouvoir contre la liberté des citoyens. Libre à lui. L'orateur ne pourra en user qu'en vertu des dispositions du moins moral possible.

Le complot existait aussi, il fallait faire arrêter le principal complice, M. Charles Dupuy. (Mouvements divers.)

Le décret de convocation de la Haute-Cour fut signé avant la constitution du dossier et avant toute instruction.

Dans un remarquable discours M. Monis avait jadis qualifié de roman ces procédés.

Il avait cité des extraits du discours prononcé par M. Monis contre le ministère Bourgeois.

L'orateur critique les actes de M. Bérenger comme président de la commission d'instruction de la Haute-Cour.

M Gouzy. — C'est M. Bérenger que vous interpelez